

Palestine : Abbas abat ses dernières cartes¹

Le président palestinien a confirmé son refus de tout dialogue avec les « putschistes » du Hamas. Une initiative internationale d'envergure est indispensable pour débloquer la situation. Mais les capitales occidentales portent une lourde part de responsabilité dans le drame actuel.

Et la question resurgit une fois de plus : la Palestine a-t-elle basculé dans la guerre civile ? Fondateur de la Coalition démocratique palestinienne, Tayseer Arouri en voit, en tout cas, les prémices : « *Qu'est-ce qu'une guerre civile ? Ce n'est pas un combat entre civils mais entre groupes politiques opposés (dans lequel) les milices voudraient entraîner tout le peuple. Nous sommes dans une situation que nous n'aurions même pas imaginée dans le pire des cauchemars.* »² Pessimisme exagéré ? Longtemps, les courants pacifistes ont animé l'idée d'« une terre, deux peuples », les Israéliens et les Palestiniens, côte à côte, au Proche-Orient. Une vision qui apparaît aujourd'hui bien romantique quand, de facto, c'est l'image d'« un peuple, deux Etats croupions » qu'offrent les factions palestiniennes. Gaza est aux mains des forces du Hamas. A côté d'une Cisjordanie qui reste sous autorité laïque, les islamistes ont pris par les armes le pouvoir dans la bande côtière. Même si plusieurs de ses dirigeants ont dit être passés à l'acte au nom du « *retour à la paix, à l'ordre et à la stabilité* ». Et évoquent encore le dialogue avec le Fatah du président Abbas « *afin de mettre un terme à nos différends* » (Yahia Moussa, vice-président du groupe parlementaire Hamas).

Drôle de manière de prôner la paix quand on impose sa loi par le feu et les exécutions sommaires. Et qui amène à se poser cette question : qui contrôle aujourd'hui le mouvement islamiste ? Selon Bahaa Balusha, un des principaux responsables du renseignement du Fatah, en tête sur la liste des « *traîtres à exécuter* », dressée par le Hamas, celui-ci avait préparé son « *coup d'Etat* » de longue date. Et va maintenant régler ses comptes en interne. Ainsi, expliquait-il récemment dans le Spiegel, « *il va s'épuiser dans des conflits internes. Il ne sera pas capable de tenir sous contrôle ses 100 000 combattants armés à Gaza. Chacun va vouloir sa récompense. (Le Premier ministre destitué) Ismail Haniyeh est déjà pratiquement sans pouvoir. Plus personne ne l'écoute. Les ultras vont maintenant prendre leur revanche sur cet homme qui a formé un gouvernement d'union avec le Fatah.* »³ Le Fatah qui, bien plus qu'Israël, serait désormais l'ennemi principal ? Les propos apaisants de la tendance pragmatique du Hamas semblent, en tout, décalés par rapport à la réalité. Pour nombre d'observateurs, il ne fait aucun doute que l'aile radicale du mouvement vise à construire la principale force armée palestinienne. Selon Hanna Amireh, représentant du Parti du peuple palestinien au comité exécutif de l'OLP, « *le Hamas est en train de construire un véritable émirat islamiste, veut avoir sous son contrôle toutes les forces de sécurité nationale. Ils font ça à Gaza, mais ne le peuvent pas en Cisjordanie. Le problème est qu'on ne comprend pas ce que veut exactement le Hamas. Khaled Mechaal (président du bureau politique du Hamas, en exil à Damas, ndlr) dit qu'il n'en sait rien.* »⁴ Ismail Haniyeh également. « *Si, analyse Amjad Shihab, professeur de sciences politiques à Jérusalem, il existe deux courants principaux, l'un dur, l'autre modéré, celui-ci arrivait au bout de ses concessions selon*

¹ Analyse parue dans le N° 326 du *Journal du mardi*, 26 juin 2007.

² Pour Bahaa Balusha, le coup d'Etat du Hamas à Gaza est l'œuvre d'une cellule d'Al-Qaïda. Craignant une attaque des Etats-Unis, l'Iran et la Syrie cherchaient eux aussi à enflammer Gaza et le Liban, afin d'allumer des contre-feux, et c'est parce qu'Israël et les USA ont coupé les vivres au Fatah que ses militants n'ont pu empêcher la prise de Gaza par le Hamas.

³ « *L'idée de séparer le pays est absolument inacceptable. Gaza n'est pas au Hamas tout comme la Cisjordanie n'est pas au Fatah ; Hamas fait partie du pays, le pays appartient au peuple palestinien, ce n'est un monopole ni pour Fatah ni pour Hamas* » a déclaré Mechaal le 16 juin

⁴ « Les prémices d'une guerre civile », L'Humanité du 16 juin 2007.

l'idéologie de ce mouvement et la ligne dure a alors pris le relais. Mais ils ont été élus démocratiquement, et le premier ministre Ismail Haniyeh, qui ne reconnaît pas son limogeage, continue de représenter la ligne modérée en appelant au dialogue. »

Un isolement risqué

Une autre question se pose. Isoler plus encore les pragmatiques du Hamas n'est-il pas risqué ? Certes, celui-ci est maintenant confronté à la gestion d'un territoire ruiné, sciemment asphyxié par Israël. Dans ces conditions, on saura vite si la fermeté de Mahmoud Abbas peut payer et lui permettre de renverser la donne en sa faveur. Devant le Conseil central de l'organisation de libération de la Palestine (CCOLP, Mahmoud Abbas a déclaré qu'il n'existe aucun dialogue possible avec le Hamas : « *Il y a une bataille entre le projet national et ce petit royaume qu'ils veulent établir à Gaza, entre ceux qui assassinent et tuent pour atteindre leur objectif et ceux qui respectent la loi* », soulignant que le principal objectif du gouvernement d'urgence était actuellement « *d'empêcher que le chaos ne se propage à la Cisjordanie* ». Il a également accusé les dirigeants du Hamas, à Gaza et à l'étranger, de s'être mis d'accord « *avec des éléments régionaux* » afin de prendre le contrôle de la bande de Gaza. Tout en rappelant que le mouvement islamiste était désormais illégal, M. Abbas a demandé à Israël de pas profiter de la situation à Gaza pour renforcer sa mainmise sur les territoires palestiniens. *"Les putschistes ont, dans leur folie, donnée une opportunité incroyable à ceux qui veulent séparer Gaza de la Cisjordanie"*, a-t-il regretté. M. Abbas a appelé à la reprise des négociations dans le cadre d'une conférence internationale sur le conflit israélo-palestinien, dont il n'a pas précisé la date.

Le président palestinien a donc exclu toute possibilité de compromis avec le Hamas. Il a reçu le soutien du « quartet » - États-Unis, Russie, UE et ONU -, des capitales occidentales et d'Israël. Washington et l'Union européenne ont annoncé la reprise de la coopération et de l'aide financière directe à l'Autorité palestinienne, aide suspendue après l'accession au pouvoir du Hamas.

Mais Amjad Shihab est de ceux qui s'interrogent : « *Le fait de gouverner par décrets montre que ces décisions ont été prises sous le coup des pressions extérieures, notamment américaines mais sans un large soutien intérieur. Or, s'en remettre aux Américains, voire aux Israéliens, et ne pas se soucier d'avoir le soutien réel du peuple est une erreur. A court terme, (Abbas) peut gagner des points, mais à long terme, cela ne peut pas marcher.*»

Fruit de l'embargo

Le fait est que les aides occidentales ne suffiront pas à restaurer une autorité nationale mise à mal par l'incompétence, la gabegie, la corruption, voire la complicité avec l'occupant, au sein du Fatah. Réputé intègre, Salam Fayyad, un gestionnaire formé à la Banque mondiale et au Fonds Monétaire International, mais sans base populaire, prendra-t-il le taureau par les cornes ? En attendant, l'enthousiasme soudain de l'Occident envers le président de l'Autorité palestinienne apparaît d'une formidable hypocrisie. Et rien n'indique que les États-Unis et l'Union européenne vont s'engager dans la seule voie utile, celle d'un règlement global qui implique l'arrêt de la colonisation israélienne, le retrait des territoires occupés en juin 1967, le règlement de la question des réfugiés et la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël. Les capitales européennes et Washington ont eu beau manifester leur inquiétude devant la dégradation de la situation ; la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, regretter « *la faiblesse des forces palestiniennes modérées.* » On cherche en vain toute autocritique, toute mise en question de la diplomatie du « deux poids, deux mesures » qui a mené tout droit à la situation présente.

Les divergences politiques entre le Hamas et le Fatah, la dérive de certains groupes qui, dans chaque camp, se comportent plus comme des bandits que comme des militants, ont débouché sur la division actuelle de la Palestine. Mais celle-ci est avant tout le résultat de l'embargo décrété par les pays occidentaux depuis plus d'un an et qui a frappé de plein fouet la population des territoires occupés, particulièrement dans la bande de Gaza. Une telle situation a déroulé le tapis rouge devant l'intégrisme, fruit de la désespérance des Palestiniens. Auparavant, les Etats-Unis ont participé à démonétiser le processus de paix, criminalisé Yasser Arafat et son mouvement, encouragé la colonisation des territoires occupés et la construction d'un mur qui fait de la Cisjordanie occupée une prison. Et quand le Hamas a gagné des élections libres, ils ont abandonné l'Autorité palestinienne dans la crise.

Un sévère réquisitoire

Les mises en garde n'ont pourtant pas manqué. « *Une des conséquences de la politique du 'quartet' a été de n'exercer aucune pression sur Israël. Pendant que toute l'attention se focalisait sur le Hamas, la colonisation et la barrière de sécurité ont continué sans la moindre contestation* », note ainsi un rapport confidentiel de l'envoyé spécial de l'ONU au Proche-Orient, Alvaro de Soto. Un document sans concession qui parle du « quartet », comme d' « *un groupe d'amis des États-Unis* » qui « *ne se sentent pas obligés d'avoir des consultations avec les autres (...), sauf quand ça les arrange.* » Un réquisitoire qui évoque « *la tendance parmi les décideurs américains (...) à se plier au moindre signe de déplaisir d'Israël* » qui a fini par imposer de l'autocensure jusqu'au sein de l'ONU. « *Il y a un réflexe apparent, dans chaque situation où l'ONU doit prendre position, de se demander d'abord comment Israël et Washington réagiront, plutôt que de se demander quelle est la bonne position à adopter* », souligne de Soto. Mais les États-Unis ont également poussé à l'affrontement entre Palestiniens. Alors qu'à la suite de sa victoire, le Hamas souhaitait former un gouvernement d'union nationale, « *à cette époque, et en fait jusqu'à l'accord de La Mecque un an plus tard, les États-Unis ont clairement poussé dans le sens d'une confrontation entre le Fatah et le Hamas. À tel point qu'une semaine avant la réunion de La Mecque, l'envoyé américain a déclaré à deux reprises dans une réunion à Washington 'J'aime cette violence' à propos de la quasi-guerre civile qui débutait à Gaza.* »

Et maintenant ? Le peuple palestinien est en grave danger. Il existe un besoin urgent d'une réaction internationale à la hauteur des enjeux. Constat de Yossi Mekelburg, spécialiste du Proche-Orient : en excluant tout contact avec le Hamas, les dirigeants occidentaux ont précipité la crise : « *Nous avions dit qu'Arafat n'était pas un partenaire, et nous avons eu le Hamas. Nous avons dit que le Hamas n'est pas un partenaire, et nous pourrions avoir Al Qaida.* » Le prix de la politique du pire.

Bush, magicien sans baguette

Les nouvelles réalités palestiniennes traduisent l'échec diplomatique du président George W. Bush au Proche-Orient. La Maison Blanche rejette certes les critiques après la prise de contrôle de la bande de Gaza par le Hamas. Mais estime que « *le président n'a pas de baguette magique.* » Il y a cinq ans M. Bush évoquait sa « *vision* » pour le Proche-Orient, « *celle de deux États vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité.* » Aujourd'hui, une enclave radicale dominée par le Hamas menace de se former entre Israël et l'Égypte, comme il en existe déjà une dans le sud du Liban, contrôlée par une autre organisation considérée comme terroriste par les Etats-Unis, le Hezbollah. Les deux bêtes noires des Etats-Unis dans la région, l'Iran et la Syrie, soutiennent ouvertement le Hamas et le Hezbollah. L'Irak reste au bord de la guerre civile. Le Liban ne se sort pas d'une dangereuse crise politique encore aggravée par l'assassinat d'un parlementaire antisyrrien. Le gouvernement américain doit admettre que

la démocratie est mise à mal chez un autre allié, l'Égypte, comme l'ont montré les élections sénatoriales. « *La prise de contrôle (de Gaza) par le Hamas illustre l'échec de la vision de Bush pour le Moyen-Orient* » titrait dernièrement le *Washington Post*.

Utile à qui, le Hamas ?

Quand le Hamas est apparu en Palestine, Israël a estimé que « *c'était intelligent de jouer les islamistes contre l'OLP* », assure Zeev Sternell, historien et professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem. Au début des années 1970, Cheik Yassine, de retour du Caire, fonde une association islamique de bienfaisance. Golda Meir, alors premier ministre, y voit un contrepoids au Fatah d'Arafat. « *Les associations islamiques recevaient tous les encouragements du gouvernement militaire* » en charge de l'administration des territoires occupés, écrivait en octobre 1987 l'hebdomadaire israélien *Koteret Rashit*. Les islamistes créent des orphelinats et des dispensaires, mettent en place un réseau scolaire et dispensent une aide financière aux plus démunis. En 1978, ils créent une « université islamique » à Gaza. Koteret Rashit ajoutait : « *Le gouvernement militaire était convaincu que ces activités affaibliraient l'OLP et les organisations de gauche à Gaza.* » Les islamistes ont pu s'implanter quand une répression impitoyable frappait les militants du Fatah et de la gauche palestinienne. Condamné en 1984 à douze ans de prison, Ahmed Yassine est libéré une année plus tard. Quand débute la première Intifada, en octobre 1987, les islamistes créent le Hamas (Mouvement de la résistance islamique). Deux ans plus tard, Ahmed Yassine est arrêté et condamné à la prison à vie. En septembre 1993, sont signés les accords d'Oslo, que le Hamas tente de torpiller, aidé par Israël qui les applique avec beaucoup de réticence. Il se lance dans une campagne d'attentats obéissant à un calendrier politique précis - veille de rencontre entre négociateurs palestiniens et israéliens ou de réunion du Conseil national palestinien qui allait décider de la reconnaissance d'Israël... - aidant ainsi la droite israélienne à revenir au pouvoir en mai 1996. Et en 1997, Cheikh Yassine est libéré pour « raison humanitaire », libération qualifiée par Yossi Sarid, député de gauche, de « *machiavélisme à la petite semaine* ». A l'issue d'une tournée dans les pays arabes et en Iran, entre février et avril 1998, Cheikh Yassine récolte plusieurs centaines de millions de dollars, permettant au Hamas de poursuivre le financement des activités de bienfaisance : un Palestinien sur trois perçoit une aide financière du Hamas. Le Hamas s'est nourri des échecs successifs du processus de paix. En poursuivant sa politique du pire, le Hamas remplit ainsi la fonction pour laquelle il semble avoir été créé : empêcher l'avènement d'un État palestinien. En cela, il est sur la même longueur d'onde que la droite israélienne.

Leila Shahid : « La communauté internationale fuit ses responsabilités »

Représentante de la Palestine auprès de l'Union européenne, Leila Shahid souligne l'écrasante responsabilité d'Israël et des États-Unis dans la tragédie palestinienne. Entretien publié dans *L'Humanité*.

Quelle est la réaction des instances européennes et internationales à la tragédie qui se déroule à Gaza ?

Leïla Shahid. Lorsqu'on présente les événements comme une guerre civile dont les Palestiniens sont les seuls responsables, cela permet à tous les protagonistes, en premier lieu Israël et les États-Unis, mais aussi l'Europe et l'ONU, de se laver les mains en disant : regardez, ils s'entretuent, c'est leur affaire et leur responsabilité. Cela permet d'occulter le contexte. Et cela permet aussi d'évacuer la part de la communauté internationale dans ce qui se passe.

Quelle est-elle ?

Leïla Shahid. La première responsabilité est celle d'Israël : quarante ans d'occupation imposée aux Palestiniens ! Il ne devrait pourtant pas être difficile aux Européens d'en imaginer les conséquences, quand on pense que à la manière dont ils parlent encore, plus de soixante ans après, des cinq années d'occupation qu'ils ont subies comme des années les plus terribles et les plus noires du XXe siècle. En Palestine, pendant ces quarante années terribles, les jeunes Palestiniens ont subi une violence israélienne qu'ils reproduisent entre eux. La deuxième responsabilité est celle des États-Unis et de l'Europe : ils ont recommandé aux Palestiniens d'organiser des élections, ce qu'ils ont fait à tous les niveaux. Le monde entier les a saluées comme un exemple de transparence et de démocratie. Mais ceux-là même qui les avaient voulues en ont refusé les résultats et rejeté le gouvernement qui en était issu. La troisième responsabilité est celle des Européens et des États arabes qui ont fortement appuyé la formation d'un gouvernement d'union nationale. Mais une fois ce gouvernement formé, en mars, ils ont refusé de le soutenir et de renouer les relations avec lui. Voilà trois raisons qui expliquent pourquoi aujourd'hui le Hamas a décidé de régler le problème par la force.

Peut-on parler de guerre - civile ?

Leïla Shahid. Pas encore, car pour l'instant seules les combattants du Hamas et du Fatah sont impliqués. Ce n'est pas encore une guerre entre les citoyens, mais cela peut le devenir. Il se passe des choses atroces qui peuvent conduire à des vendettas. Le fait qu'on torture, qu'on tue les familles des responsables... On voit là des formes de violence qu'on n'a jamais connues en quarante ans d'occupation. C'est le résultat d'une violence intériorisée pendant quarante ans et qui explose par manque de perspectives. Une violence qui devient de l'autodestruction. Une violence pathologique qui s'apparente au suicide. C'est le résultat de quarante ans d'humiliation, d'oppression mais aussi d'impunité d'Israël. C'est le résultat du silence et de l'absence de la communauté internationale qui s'est impliquée en Yougoslavie, en Afrique du Sud, en Irlande, mais pas en Palestine.

Est-il encore temps pour l'Union européenne d'agir ?

Leïla Shahid. Il n'est jamais trop tard. Il y a une prise de conscience de la majorité des membres du Parlement européen qui demandent le rétablissement des relations directes avec le gouvernement palestinien. L'UE est la seule partie qui a continué l'aide, mais de façon indirecte, ce qui a contribué à affaiblir l'Autorité palestinienne. Mais l'UE reste assujettie à la position américaine. Les États-Unis et Israël ne sont intéressés que par la politique de force : ils n'ont parlé que d'armer Mahmoud Abbas contre le Hamas, ce qui a eu un effet complètement destructeur.

Que doit faire l'Europe ?

Leïla Shahid. Elle doit prendre ses responsabilités. Elle dispose déjà d'une force le long de la frontière égyptienne. Elle doit maintenant envoyer une force de protection de la population palestinienne. Il y a urgence. Sinon, la guerre civile risque de s'étendre à toute la Cisjordanie, car les familles de ceux qui sont massacrés à Gaza voudront se venger. Et peut-être même à toute la région. Je me demande parfois si ce n'est pas là le choix stratégique des États-Unis, à voir ce qui se passe déjà en Irak et au Liban.

N'y a-t-il pas une forme de contagion de l'exemple irakien ?

Leïla Shahid. Bien sûr. L'influence de l'extérieur est évidente. Celle de la guerre en Irak mais aussi celle des réseaux Al Qaeda qui circulent d'un pays à l'autre et que la guerre contre le terrorisme à la

manière de Bush a contribué à étendre partout. Il faut y ajouter la guerre souterraine entre puissances qui utilisent la question palestinienne pour s'affronter.

Comment interprétez-vous le fait qu'Israël se rallie soudain à l'idée d'une force internationale à Gaza ?

Leïla Shahid. Parce que les Israéliens commencent à paniquer. Ils jouent les pompiers pyromanes. Ils ont peur d'être gagnés par le feu qu'ils ont eux-mêmes allumé.

Entretien réalisé par Françoise Germain-Robin